

505LM 69/14

354  
(1943)

Détermination des lignes et transformateurs  
S.N.C.F. à 220 kv à céder à S.T.E.R.O.

Lettre de S.T.E.R.O. à la S.N.C.F.	30. 7.43
Dépêche du M.T.F. à la S.T.E.R.O.	23. 9.43
Lettre de S.T.E.R.O. à la S.N.C.F.	11.10.43

Détermination des lignes et transformateurs S.N.C.F. à 220 kv à céder à S.T.E.R.O.

S.T.E.R.O.

20, rue Hamelin

PARIS, le 11 octobre 1943

Installations à céder à STERO  
en complément de l'Arrêté du  
10 août 1943

Monsieur le Président de la  
S.N.C.F.

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 30 juillet 1943, nous vous indiquions que l'Administration envisageait d'englober dans un nouvel arrêté pris en application de l'article 1 de la loi du 14 septembre 1941 les travées de transformateurs et la plus grande partie des transformateurs dont la primaire est à 220 KV.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'en prévision de cette hypothèse, nous vous demandions de bien vouloir nous donner le détail exact que représenterait cet apport complémentaire pour votre Société avec, pour chaque appareil, la date de mise en service, la valeur de bilan et, si possible, les deux valeurs estimées d'après les deux méthodes de l'article 23 du Cahier des Charges.

Je vous remets aujourd'hui copie d'une lettre du 23 septembre que vient de nous adresser le Ministère de la Production Industrielle (Direction de l'Electricité) pour nous notifier sa décision au sujet de la cession des installations de transformation à 220 KV.

Dans sa lettre, le Ministre prévoit l'intervention d'un nouvel arrêté de délimitations des concessions à 220 KV destiné à remplacer celui du 10 août 1942. Ainsi qu'il le suggérait, les Sociétés à 220 KV ont accepté que la préparation de cet arrêté soit confiée à l'organisme de coordination des transports à 220 KV.

Afin de nous permettre de renseigner exactement et dès que possible l'organisme de coordination, je me permets de vous renouveler la demande que nous vous avons présentée dans notre lettre précitée du 30 juillet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président,.....

Le Président du Conseil d'Administration

(s) FREDAUT



Ministère de la  
Production Industrielle et du  
Travail & des Communications

-----

Direction  
l'Administration Générale

-----

Secrétariat Général de la Produc-  
tion Industrielle

-----

Direction de l'Electricité

-----

P.D.E. 9256/EZ-00

Paris, le 23 septembre 1943

Le Ministre

à M. le Président de la Société de Transport  
d'Energie de la Région Ouest

Objet: Régime des postes de transformation à 220 kv.

P.J. : 1 note.

Monsieur le Président,

A de nombreuses reprises, les représentants des trois Sociétés de transport à 220 kv, créées en exécution de la loi du 14 septembre 1941, et le Président de l'Organisme de Coordination des Transports à 220 kv, ont attiré mon attention sur le fait que, dans l'esprit de certains tout au moins, quelque incertitude paraissait subsister sur le régime des divers transformateurs à 220 kv et de certains organes des postes de transformation. Ils m'ont signalé qu'il serait désirable de confirmer, d'une manière précise, les conditions dans lesquelles l'Administration entendait appliquer, à cet égard, les dispositions de la loi précitée.

Je crois devoir, tout d'abord, rappeler qu'en réalité les intentions de l'Administration, dès l'achèvement des négociations qui ont abouti à la préparation de l'arrêté du 10 août 1942, ont toujours été bien définies, et n'ont pas varié.

A priori, et en exécution des diverses dispositions de la loi, toutes les installations à 220 kv, qu'elles soient ou non concédées et qu'elles aient ou non fait l'objet d'une demande de concession, devaient revenir aux nouvelles Sociétés. Toutefois, et pour des raisons d'opportunité seulement, il a été admis sur les transformateurs déjà concédés à la date du 14 septembre 1941 (mais non ceux - figurant ou non à l'arrêté du 10 août 1942 - qui avaient simplement fait l'objet d'une demande de concession), pourraient être conservés par les Sociétés précédemment concessionnaires; mais c'était là la seule dérogation admise, et toutes les autres installations à 220 kv devaient, en conséquence, revenir aux nouvelles Sociétés (notamment les transformateurs dits "d'usine", ceux dits "de distribution", etc...).

J'ai, toutefois, accepté d'examiner les diverses raisons invoquées de plusieurs côtés pour modifier les dispositions résultant de ce qui vient d'être indiqué, et une conférence a réuni, sous présidence, le 2 août 1943, les représentants de l'Administration les représentants des nouvelles Sociétés et le Président de l'Organisme de Coordination.

Au cours de cette conférence, j'ai particulièrement noté la suggestion faite par l'un des représentants des Sociétés, de laisser la concession des transformateurs dits "d'usine", lorsque ceux-ci pourraient être considérés comme formant un "bloc électrique" avec les alternateurs correspondants, à la Société titulaire de la concession de l'usine elle-même, quitte à ce que l'on revienne sur le fait que certains autres transformateurs à 220.000 volts étaient laissés par l'arrêté du 10 août 1942 en dehors des nouvelles Sociétés de transport à 220.000 volts.

Depuis cette réunion, j'ai fait spécialement examiner cette proposition par mes Services et, en définitive, j'ai estimé que l'Administration pouvait s'y rallier, étant bien entendu qu'elle nécessite une disposition législative permettant de déroger à l'article 2 de la loi du 14 septembre 1941, disposition législative qui sera incluse, par mes soins, dans le projet de loi actuellement en cours d'examen au Ministère des Finances.

Je vous adresse donc, ci-joint, une note qui indique, d'une manière précise, comment sera réglée la question des transformateurs ayant un enroulement à 220 kv et la question de divers organes des postes renfermant un transformateur ou des éléments à cette tension.

Ces nouvelles dispositions conduiront à abroger l'arrêté du 10 août 1942 et à le remplacer par un nouvel arrêté qu'il convient de charger l'Organisme de Coordination des Transports à 220 kv de préparer, en se bornant, d'ailleurs à appliquer très strictement les dispositions de la note ci-jointe.

Les transformateurs d'usine qui ne seraient pas ainsi concédés aux nouvelles Sociétés, feraient, pour le moment, l'objet de concessions de transport accordées aux Sociétés titulaires des concessions de forces hydrauliques; ceux déjà concédés devraient faire l'objet d'un transfert de concession au titulaire de la concession de l'usine correspondante.

J'envisagerai, d'ailleurs, prochainement, une modification de la loi du 16 octobre 1919 sur les forces hydrauliques, qui permettra plus simplement d'inclure dans la concession de forces hydrauliques

les alternateurs et les transformateurs dans le cas visé ci-dessus où l'ensemble pourrait être considéré, comme constituant un "bloc électrique" mais ce projet nécessitera évidemment un certain délai pour aboutir.

Je crois devoir enfin attirer tout particulièrement votre attention sur le fait que, si j'ai finalement accédé à la proposition formulée le 2 août 1943, il doit être bien entendu que la question du régime des organes fixés par la présente lettre doit être considérée maintenant comme définitivement fixée, que les dispositions de la note ci-jointe seront, sans aucune exception, très strictement appliquées, et qu'il ne saurait s'ouvrir de nouvelles discussions à l'occasion de tel ou tel transformateur à 220 kv particulier.

Veuillez agréer, .....

L'Ingénieur en chef des Ponts & Chaussées  
chargé p.i. de la Direction de l'Electricité,

Signé: de FARQUES.



**N O T E au sujet du régime  
des transformateurs ayant un enroulement à 220 KV  
et au sujet de certains organes des postes à 220 KV.**

-----

I.- D'une manière générale, tous les transformateurs ayant un enroulement à 220 KV qu'ils aient été concédés avant ou après le 14 septembre 1941, entreront dans les concessions des sociétés créées en exécution de la loi du 14 septembre 1941, à la seule exception des transformateurs visés au § II ci-dessous.

II. - Lorsqu'un transformateur à 220 KV d'usine thermique ou hydroélectrique dont l'un des enroulements sera directement alimenté par un ou plusieurs alternateurs pourra être considéré comme formant un "bloc électrique" avec le ou les alternateurs correspondants, ce transformateur pourra ne pas être concédé aux sociétés nouvelles à 220 KV et faire l'objet d'une concession de transport octroyée à la société titulaire de la concession ou de l'autorisation de l'usine.

Cette concession de transport partira des bornes de sortie du ou des alternateurs et comprendra les lignes réunissant les alternateurs au transformateur et le transformateur lui-même.

Si la sortie à 20 kV de ce transformateur est suivie à faible distance par un sectionneur, la concession de transport en question comprendra également les conducteurs à 220 kV reliant les bornes de sortie du transformateur au sectionneur, ainsi que ce dernier et elle s'arrêtera aux mâchoires de sortie dudit sectionneur. Si un tel sectionneur n'existe pas, la concession s'arrêtera sur les bornes de sortie à 220 kV du transformateur, ces bornes comprises.

Il résulte de ces précisions que, lorsque plusieurs transformateurs d'usines pourront être reliés du côté 220 kV par un ou plusieurs jeux de barres à cette tension, ces jeux de barres feront partie de la concession octroyée aux nouvelles sociétés à 220 kV.

III. - En ce qui concerne les transformateurs à 220 kV, concédés aux nouvelles sociétés, la limite de la concession sera réglée de la façon suivante :

**A.- Enroulement secondaire à haute tension (autre que 220 kV).**

Si la sortie de cet enroulement secondaire est suivie à faible distance par un sectionneur, la concession des nouvelles sociétés s'étendra aux conducteurs reliant les bornes de l'enroulement à ce sectionneur, ce sectionneur compris .

Si, au contraire, un tel sectionneur n'existe pas, la concession des nouvelles sociétés, s'arrêtera sur les bornes en question, ces bornes comprises.

## B. - Enroulement tertiaire.

Dans le cas où le transformateur comporterait un enroulement tertiaire alimentant divers organes tels que compensateurs, bobines de self-induction, etc..., ces organes feront partie de la concession/des nouvelles sociétés.

a) si, de l'étude qui sera effectuée, il résulte qu'ils sont plus particulièrement destinés à assurer le bon fonctionnement du réseau à 220 kV;

b) si, dans le cas contraire, les facilités d'exploitation rendent néanmoins désirables de mettre ces organes entre les mains des nouvelles sociétés.

Dans les autres cas, les organes dont il s'agit pourront entrer dans des concessions octroyées à d'autres sociétés.

Lorsque ces organes feront partie des concessions des nouvelles sociétés à 220 kV, ces concessions s'étendront aux conducteurs et aux dispositifs de protection les réunissant au tertiaire du transformateur, ainsi qu'aux divers appareils accessoires à haute ou à basse tension (tableaux, démarreurs, moteurs de lancement éventuels, avec leur système d'alimentation et de protection, etc...).

Dans le cas où les organes visés ici seraient octroyés à une société autre que l'une des sociétés nouvelles à 220 kV, la limite de la concession de la nouvelle société sera fixée de la façon suivante :

a) si, après la sortie du tertiaire et au voisinage de celle-ci il existe un sectionneur, la concession s'étendra jusqu'à cet appareil, celui-ci compris;

b) si un tel sectionneur n'existe pas, la concession s'arrêtera sur les bornes de sortie du tertiaire, ces bornes comprises.

P.le Ministre

L'Ingénieur en Chef : de FARGUES  
des Fonts et Chaussées